

A PROPOS DU « SÉPARATISME » MACRONIEN :

Aujourd'hui, le seul acteur qui déploie une politique de **séparation** dans le pays, c'est l'Etat et les gouvernements successifs depuis Sarkozy.

Nous proposons d'en débattre lors de la prochaine
« *Rencontre pour penser l'aujourd'hui* » :

le Mardi 10 mars, 18h30.

Maison de la Citoyenneté, salle 2, 20 place Jean Diebold,
métro St. Cyprien, Ligne A.

Quelques points pour ouvrir à cette Rencontre :

1) Il n'y a de séparation connue et affichée que celle de l'Etat vis à vis de populations de plus en plus diversifiées et nombreuses : **c'est l'Etat qui marque sa séparation d'avec des gens du pays et non l'inverse**. Depuis Sarkozy et plus précisément son sinistre discours de Grenoble (30 juillet 2010) les gouvernements affirment les uns après les autres qu'ils ne sont pas là pour tous les habitants du pays.

Avec Macron la liste de ceux d'avec qui l'Etat s'est séparé s'est rallongée : ce ne sont plus « seulement » les personnes d'origine étrangère, ce sont aussi maintenant tous ceux qui se sont reconnus dans les Gilets Jaunes, c'est une partie toujours plus importante de la jeunesse , et bien sûr, c'est encore et toujours les habitants des quartiers populaires et banlieues, et de manière large « les musulmans ».

En signifiant à tous que ces gens, désignés sous différents vocables, sont devenus ses ennemis -et par conséquence doivent devenir des ennemis pour tous- l'Etat acte cette séparation. Une telle politique entérine qu'il n'y a plus de pacte social possible avec la population ; il n'y a plus de contrat que l'Etat doit respecter vis à vis des habitants. Il n'y a plus de pays possible pour les gens : il ne reste que l'Etat qui passe sur les droits, sur le respect et sur le compte de chacun. La terreur policière devient la norme pour faire tenir tout cela, de la rafle d'étrangers (comme récemment dans la région) aux brutalités quotidiennes.

2) **Le mot séparatisme** a un sens et une histoire politiques : il y a eu par exemple les séparatistes Basques ou Corses. Quoi qu'on pense de leurs luttes des années 70 à 2000 c'est eux mêmes qui se définissaient ainsi et ils affichaient leur volonté de se séparer de l'Etat central français.

Aujourd'hui aucune population ne déclare vouloir se séparer de l'Etat. Au contraire, beaucoup se demandent où est passé l'Etat, soit-disant garant des services publics et de la prise en compte de chaque couche et catégorie sociales, et beaucoup critiquent sa volonté de vouloir détruire à marche forcée toute protection et avancée collectives (*la santé, la protection des chômeurs, l'éducation et la santé pour tous, les retraites, l'accueil des réfugiés etc...*). Alors de quoi nous parle donc Macron ? Que cherche-t-il, à quoi travaille-t-il, affairé qu'il est à la recherche d'un consensus autour de lui et de sa politique qui est contestée de toute part ?

3) Voilà Macron en croisade contre ce qu'il nomme « le séparatisme islamiste ». Terme grave et lourd de sens : il vise des territoires, les quartiers populaires, banlieues, lieux d'habitation, de vie de millions de personnes, françaises pour la plupart. Terme qui appelle à la répression et à la violence. Aujourd'hui on nous parle de séparatisme par rapport aux quartiers populaires, demain ce sera le séparatisme par rapport aux opposants à la politique menée. On l'a vu avec les GJ : les choses glissent rapidement d'une situation à une autre (exemple de la BAC, police spéciale mise en place dans les quartiers populaires, qui est devenue porteuse de terreur en première ligne contre les manifestants GJ ou autres).

4) On le voit, la question qui devient centrale est bien celle du pays qui se met en place et de la possibilité d'avancer une pensée et des affirmations qui prennent en compte tout le monde, qui donnent une place à chacun dans ce pays, dans le respect et la volonté de rapports pacifiés entre gens différents, qui, quelques soient leur origine, religion ou non, lieu d'habitation etc... sont tous du pays France. Quelle France voulons nous ? Affirmer que l'on veut un pays pour tous, et que pour cela l'Etat doit respecter et compter chaque habitant est-ce une bataille possible et nécessaire pour y faire face ? Comment le faire vivre en situation ?

Nous proposons de débattre et réfléchir ensemble à partir de ces points et d'autres éventuellement lors de la Rencontre du 10 Mars.

Dans le cadre des **"Rencontres pour penser l'Aujourd'hui"**,
proposées par **"CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS"**.

Toulouse, le 28/02/2020

Mail : ouvriersgensdici@free.fr
site : www.ouvriersgensdici.net